

BULLETIN POLITIQUE FRANCE – TURQUIE

JUIN - AOUT 2013



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33, rue Galilée 75116 Paris T +33 (1) 44 43 52 54 F +33 (0) 1 47 23 68 14
info@institut-bosphore.org www.institut-bosphore.org

SOMMAIRE

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 4 |
| Dîner Forum Economique Mondial de Davos – 25 juin..... | 4 |
| ASSEMBLEE NATIONALE | 5 |
| Extraits du rapport d'information sur l'évaluation du soutien public aux exportations et de son examen au Comité d'évaluation et de contrôle des politiques (Action bilatérale Turquie) – 4 juillet..... | 5 |
| Rapport d'information sur l'activité de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la deuxième partie de sa session ordinaire de 2013 (Dialogue postsuivi avec la Turquie)– 11 juin..... | 7 |
| COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES..... | 10 |
| Extraits de l'audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères (Turquie/UE) – 9 juillet..... | 10 |
| Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes, de M. Thierry Repentin, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 27 et 28 juin (Le mouvement de protestations en Turquie) – 3 juillet..... | 10 |
| Audition de M. Titus Corlatean, ministre des affaires étrangères de Roumanie (situation en Turquie) (Le mouvement de protestations en Turquie) – 11 juin | 11 |
| Extraits de l'audition, conjointe avec la commission des affaires européennes, de M. Thierry Repentin, ministre délégué aux affaires européennes, sur le Conseil européen du 22 mai (Turquie/UE) – 4 juin..... | 11 |
| SENAT..... | 12 |
| Rapport d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution (exportations de la viande bovine française vers la Turquie) – 17 juillet | 12 |
| Rapport d'information : « La Turquie : une puissance et un partenaire économique à prendre en considération » – 3 juillet..... | 13 |
| Extraits du débat préalable à la réunion du Conseil Européen des 27 et 28 juin 2013 (Turquie - UE) – 19 juin..... | 15 |
| QUESTION AU GOUVERNEMENT..... | 18 |
| Question écrite du sénateur M. Luc Carvounas (SOC) au sujet du mouvement de contestation en Turquie – 13 juin & Réponse du Ministère des affaires étrangères – 18 juillet..... | 18 |
| Question du député M. Pierre Lequiller (UMP) sur l'adhésion de la Turquie à l'Europe & Réponse de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes – 26 juin | 19 |
| Question du député Sergio Coronado (ECOLO) sur la situation en Turquie & Réponse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères – 19 juin..... | 20 |
| Question de la sénatrice Mme Esther Benbassa (ECOLO) sur le mouvement de protestation des en Turquie & Réponse de M. Thierry Repentin, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes – 6 juin | 21 |
| MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES..... | 23 |
| Entretien entre M. Thierry Repentin et son homologue turc, M. Egemen Bağış - Paris, 12 juin | 23 |
| Extraits des entretiens du ministre des affaires étrangères, M. Laurent Fabius sur le mouvement de protestations en Turquie et le processus d'adhésion à l'Union Européenne | 23 |
| I TÉLÉ - 2 juillet..... | 23 |
| BFM TV, RMC - 26 juin | 24 |
| France 24 - 5 juin..... | 25 |
| Itélé, Europe1 - 2 juin..... | 26 |
| France 2 - 12 juin..... | 26 |
| Point de presse – 11 juin..... | 27 |
| Extraits de l'entretien du ministre délégué chargé des affaires européennes, M. Thierry Repentin (rencontre avec son homologue turc) – RFI, 13 juin | 28 |
| Extraits du point de presse du porte-parole du ministère sur le mouvement de protestations en Turquie – 21 juin, 17 juin..... | 28 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| AMBASSADE DE FRANCE EN TURQUIE | 29 |
| Interview accordée en turc par l’Ambassadeur de France, Son Excellence Monsieur Laurent Bili, à la revue Issue - Juin | 29 |
| CONSULAT GENERAL DE FRANCE A ISTANBUL | 29 |
| Message de départ du Consul général Hervé Magro – 27 août..... | 29 |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Dîner Forum Economique Mondial de Davos – 25 juin

« Le président de la République a reçu à dîner, le 25 juin à l'Élysée, des présidents-directeurs-généraux de grands groupes étrangers investissant en France ou désireux de le faire.

Ce dîner était organisé avec le concours du Forum économique mondial de Davos et de son président-fondateur, le professeur Klaus Schwab.

Il a rassemblé les groupes BASF (Allemagne), China Ocean Shipping – COSCO (Chine), Doğan TV Holding – **DTVH (Turquie)**, Eskom (Afrique du Sud), Generali (Italie), HCL Technologies (Inde), Microsoft (Etats-Unis), Olayan (Arabie Saoudite), SAP (Allemagne), Solvay (Belgique), Statoil (Norvège), Zurich Insurance (Suisse) et la fondation Mo Ibrahim (Royaume-Uni / Soudan).

Il a permis d'avoir des échanges approfondis sur l'attractivité du territoire national et les réformes mises en œuvre pour restaurer la compétitivité française.

Le président de la République a insisté sur la mobilisation totale du gouvernement pour renouer avec la croissance et gagner la bataille pour l'emploi. »

ASSEMBLEE NATIONALE

Extraits du rapport d'information sur l'évaluation du soutien public aux exportations et de son examen au Comité d'évaluation et de contrôle des politiques (Action bilatérale Turquie) – 4 juillet

Rapport d'information déposé par le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques et présenté par les députés MM. Jean-Christophe Fromantin (UDI) et Patrice Prat (SRC)

« Introduction

Le 18 octobre 2012, le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (CEC) de l'Assemblée nationale a inscrit à son programme de travail, à la demande conjointe du groupe Socialiste, républicain et citoyen (SRC) et du groupe Union des démocrates et indépendants (UDI), le sujet suivant : "évaluation du soutien public aux exportations". (...)

Un déplacement a été effectué en Turquie afin d'évaluer les modalités du pilotage et l'articulation du dispositif hors du territoire national, dans un pays important pour notre commerce extérieur et qui présente toutes les composantes du soutien aux exportations. (...)

C – DÉFENDRE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET COMBATTRE LA CONTREFAÇON

(...) L'action bilatérale

La lutte contre la contrefaçon est un domaine d'action des services économiques régaliens comme les rapporteurs ont pu s'en rendre compte lors de leur mission à Istanbul.

La Turquie, second marché mondial de la contrefaçon derrière la Chine, est à la fois un pays de production, de transit, d'exportation et de commercialisation de produits contrefaits. De source turque, la taille du marché atteint 6 milliards de dollars en 2011.

Les principaux produits contrefaits en Turquie concernent surtout les domaines de la confection (Lacoste, Cacharel, Façonnable, Puma...), de la maroquinerie (Vuitton, Longchamp, Samsonite...), des chaussures de sport (Nike, Puma, Reebok...), des pièces de rechange pour les véhicules (Valéo...), ainsi que les logiciels, les CD, DVD, les films et les livres.

Selon les données du Groupe de la protection des marques, 58 % des consommateurs turcs achètent régulièrement des produits contrefaits dont 31 % sont vendus par des vendeurs de rue, 22 % sur les marchés publics, et 16 % aux "marchés de luxe" dans les quartiers aisés. Le tabac, l'alcool, les produits cosmétiques et les médicaments font partie des produits les plus achetés.

Selon le rapport annuel de la Commission Européenne, 2 920 opérations ont été menées par la police en 2011 et plus de 6 millions de produits contrefaits ont été saisis.

Les produits importés viennent essentiellement d'Extrême Orient (Chine, Taiwan, etc.) et transitent par l'Iran, l'Irak et la Syrie.

La Turquie est membre fondatrice de l'OMC et signataire de la plupart des conventions et traités internationaux. La législation turque est, pour l'essentiel, conforme aux standards communautaires, en raison, notamment des négociations d'adhésion à l'Union européenne. Sur le plan législatif, aucune nouvelle loi n'a été prise depuis 1995, un nouveau projet de loi plus coercitif est à l'étude dans les services du premier ministre.

En dépit de l'existence d'une législation structurée, la capacité administrative demeure encore insuffisante pour assurer une mise en œuvre efficace.

La Commission européenne souligne que le "manque de volontarisme" du Gouvernement turc constitue l'obstacle principal dans la mise en œuvre effective des mesures visant la protection de la propriété intellectuelle.

Elle pointe notamment le manque de coopération entre les autorités judiciaires et policières, les moyens insuffisants alloués aux juridictions spécialisées, la lenteur des procédures, l'absence de sanctions à l'encontre des utilisateurs...

La coopération bilatérale dans ce domaine manque encore d'efficacité même si des progrès récents ont été constatés au niveau des échanges administratifs (missions croisées des douanes turques et françaises, rencontre de l'Institut national de la propriété intellectuelle français et de l'Institut turc des brevets à l'occasion du Congrès mondial de la propriété intellectuelle tenu à Istanbul en avril 2013), mais les progrès concrets sur le terrain tardent à venir.

La défense des intérêts des exportateurs français dépend encore trop largement de leur capacité à se structurer pour surveiller les marchés et partager l'information en vue d'entreprendre les actions de rétorsion nécessaires. (...)

D.– OPTIMISER LA POLITIQUE D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

(...) 2. Mieux utiliser l'aide déliée

Le Fonds d'étude et d'aide au secteur privé (Fasep) est un outil d'aide liée permettant de financer des études (faisabilité, avant-projets). (...) Lors de leur mission en Turquie, les rapporteurs ont constaté le faible taux de transformation des études financées par le Fasep en projets concrets. Ainsi les 200 000 euros d'études (2005) destinées au lancement d'un centre thermal à Pamukkale n'ont pas eu de suites en raison du coût du centre, pas plus que les 552 000 euros de l'étude (2007) relative au réseau d'eau potable à Istanbul, faute de lancement d'un appel d'offres. Aucune assurance n'est donnée non plus sur les suites réservées aux études relatives au réseau de chaleur d'Elbistan pour un montant de 464 000 euros en 2010. Sur les quatre projets Fasep financés en Turquie depuis 2005, seul le plus récent

(2012), relatif à la création d'une éco-zone dans la ville de Gaziantep, semble bénéficier d'une perspective favorable qui reste à confirmer. (...)»

Examen par le Comité (extraits de la séance) :

M. Patrice Prat, rapporteur. « (...) Nous avons mené vingt-quatre auditions et effectué deux déplacements en France, l'un dans la région Aquitaine et l'autre dans la région Rhône-Alpes, ainsi que deux déplacements à l'étranger, l'un auprès de la Commission européenne à Bruxelles, l'autre en Turquie. (...) »

M. Jean-Christophe Fromantin, rapporteur. (...) Lorsque Patrice Prat et moi-même nous sommes rendus à Istanbul, l'ambassadeur a bel et bien réuni l'ensemble des acteurs mais ce fut plutôt pour discuter du contexte économique et politique de la Turquie (...) L'image de la France porte, tire, stimule nos exportateurs. Lors de notre déplacement en Turquie, un nombre important d'entreprises françaises nous ont dit que, suite à certains problèmes politiques, la situation avait été catastrophique pendant deux ans en matière de contrats. La diplomatie doit penser que les positions prises par la France ont un impact sur des entreprises et des emplois, et intégrer de plus en plus ce phénomène mondialisé. Tant nos politiques culturelles que les grands événements français ou nos leaders – hommes politiques, patrons de grandes entreprises ou artistes – doivent jouer de manière active dans la même direction, en portant avec fierté et ambition l'image de la France. »

Les rapporteurs ont réalisé un déplacement en Turquie les 24, 25 et 26 avril 2013 lors duquel ils ont rencontré parmi d'autres Monsieur Riza Kadilar, consultant chez NATIXIS et membre du Comité Scientifique de l'Institut du Bosphore.

Le rapport d'information : www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i1225.pdf

Rapport d'information sur l'activité de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la deuxième partie de sa session ordinaire de 2013 (Dialogue postsuivi avec la Turquie)– 11 juin

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du Règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la deuxième partie de sa session ordinaire de 2013 par M. René Rouquet et présenté à la Commission des affaires étrangères

« III. LES DROITS DE L'HOMME EN EUROPE ET DANS LE MONDE

(...) C. DIALOGUE POSTSUIVI AVEC LA TURQUIE

Lorsque l'Assemblée parlementaire a décidé de clore sa procédure de suivi de la Turquie en 2004, elle a identifié douze sujets nécessitant des progrès supplémentaires et motivant la décision d'engager un dialogue postsuivi.

Le rapport établi par Mme Josette DURRIEU (Hautes-Pyrénées – SOC), au nom de la commission de suivi, part du constat qu'un processus de réformes de grande envergure est engagé en Turquie, dans une situation complexe de transition politique en ce qui concerne le pouvoir judiciaire et l'armée, la question kurde et l'instabilité régionale, surtout dans la Syrie voisine. Sur le plan économique, la Turquie est restée très dynamique dans un contexte de crise mondiale et a confirmé sa place de puissance régionale. Elle est également devenue un « pays de référence » pour les pays musulmans de la rive Sud de la Méditerranée à la suite des bouleversements du « printemps arabe ».

La commission convient que les nombreuses réformes intervenues entre 2004 et 2013 contribuent à rapprocher la législation turque des exigences et des valeurs du Conseil de l'Europe, mais estime qu'elles ne répondent que de façon partielle aux problèmes qui subsistent et que l'Assemblée a mis en évidence. Le rapport de la commission détaille ainsi les mesures que la Turquie devrait prendre pour achever avec succès son programme de réformes, notamment la poursuite de la révision de la Constitution et du Code pénal, l'approfondissement de la liberté d'expression, la limitation des détentions provisoires, la décentralisation locale et régionale ou la résolution de la question kurde.

Mme Josette DURRIEU (Hautes-Pyrénées – SOC), rapporteure du texte, a centré son intervention sur les tensions qui résultent de la période de transition politique majeure que connaît la Turquie depuis une décennie, où, en matière de respect des droits de l'homme, des progrès évidents vont de pair avec des préoccupations persistantes (...).

Pour **M. René Rouquet (Val-de-Marne – SRC)**, président de la délégation, la Turquie est au milieu du gué : des réformes nombreuses ont été entreprises mais les droits de l'homme sont encore menacés par l'ancrage insuffisant de la culture démocratique et par la persistance de problèmes politiques majeurs (...).

M. Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin – UDI) a fait part d'une certaine perplexité face à l'attitude du gouvernement turc et a rappelé le caractère universel et intangible des valeurs du Conseil de l'Europe, qui doivent primer les traditions religieuses (...).

Répondant aux différents intervenants, **Mme Josette Durrieu (Hautes-Pyrénées – SOC)**, rapporteure du texte, a exprimé sa confiance dans la capacité de la Turquie à remplir les engagements pris dans le cadre du Conseil de l'Europe et à assumer son rôle de pays de référence au Proche-Orient (...).

L'Assemblée a adopté 3 amendements, présentés par la commission de suivi, ayant pour objet de « mettre en conformité le texte avec l'évolution de la situation en Turquie », a indiqué Mme DURRIEU lors des débats. Ces amendements tendaient à tirer les conséquences de l'adoption récente du « quatrième paquet » de réformes judiciaires et d'une loi sur les étrangers et la protection internationale.

L'Assemblée a également examiné un amendement présenté par la commission de suivi tendant à remplacer le paragraphe 15.8 de la proposition de résolution par un paragraphe ainsi rédigé :

L'Assemblée salue la reprise officielle des pourparlers initiés en décembre 2012 par les autorités turques avec le leader du PKK. Elle se félicite aussi du processus de recherche d'une solution, qu'elle

considère à l'évidence comme la voie vers l'arrêt des violences et l'instauration d'un cadre pacifié pour le règlement de la question kurde. L'Assemblée sait que ce processus est fragile et devrait s'accompagner du retrait des activistes du PKK de Turquie. Un « comité des sages » de 63 personnes a été créé. L'Assemblée souhaite qu'il soit représentatif de tous les acteurs de la société et des différentes forces politiques pour soutenir l'aboutissement de cette initiative.

Mme Josette DURRIEU (Hautes-Pyrénées – SOC), rapporteure, a expliqué :

« La formulation n'est pas neutre : « activistes du PKK en Turquie ». Je ne souhaite pas employer le mot « terroriste » tant qu'il n'est pas défini de façon universelle, ainsi que le mot « résistance ». C'est pourquoi je préfère parler d'« activistes du PKK ». »

Sur l'avis favorable de la commission du suivi, l'Assemblée a adopté cet amendement.

La résolution adoptée par l'Assemblée rappelle que des réformes importantes ont été engagées dans un contexte particulièrement complexe tant sur le plan intérieur qu'extérieur, notamment depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, il y a 10 ans. La Turquie est entrée dans une période de transition politique, marquée par la redéfinition du rôle de l'armée, le repositionnement des différents pouvoirs (comme la justice), l'ouverture de grands procès, la question kurde en Turquie ou encore le conflit syrien. La résolution précise que dans la phase initiale du dialogue postsuivi (2004-2010), de nombreuses réformes ont été engagées, mais qu'elles ne répondaient que partiellement à quelques-uns des 12 points d'intérêt qui justifiaient l'engagement d'un dialogue postsuivi. Elle détaille ensuite les réformes intervenues dans les douze domaines identifiés, en les replaçant dans leur contexte politique.

L'Assemblée conclut à l'opportunité de poursuivre le dialogue postsuivi, notamment à la lumière des élections locales de 2014, de la première élection du Président de la République au suffrage direct en 2014 et des élections législatives de 2015 ; elle décide de présenter, à l'issue de ces échéances, un rapport complet sur le dialogue postsuivi. »

Le rapport d'information : www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i1121.pdf

Résolution 1925 (2013) Dialogue postsuivi avec la Turquie – Conseil de l'Europe:
<http://assembly.coe.int/ASP/Doc/XrefViewPDF.asp?FileID=19668&Language=FR>

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES

Extraits de l'audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères (Turquie/UE) – 9 juillet

« **M. Jean-Paul Dupré [SRC]** : (...) Le report systématique de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ne compromet-il pas l'avenir laïc de ce pays ? (...) »

M. Pierre Lequiller [UMP] : (...) La situation en Turquie (...) n'en est pas moins très préoccupante. L'attitude vis-à-vis des femmes s'est fortement dégradée ; des journalistes, turcs ou étrangers, ont été victimes de comportements très brutaux – l'association Reporters sans frontières s'en est émue ; enfin, la police a fait preuve d'une extrême violence envers les manifestants, le Premier ministre se vantant presque du nombre de morts. Sans méconnaître l'importance stratégique de la Turquie, je trouve que nos protestations ont été bien faibles.(...)

M. le Ministre : (...) Sur la Turquie, il y aurait beaucoup à dire. (...) En effet, la Turquie connaît une forte croissance économique. Mais il est vrai que nous avons été surpris, déçus par les récents événements, dont il faut tirer les leçons. Cela montre que l'amélioration de la situation économique ne suffit pas ou bien encore qu'un conflit peut dégénérer à partir d'une revendication très localisée, comme cela a été le cas à Istanbul où il s'agissait au départ d'une affaire d'urbanisme. Nous n'avons surtout pas voulu jeter d'huile sur le feu après les commentaires faits par le pouvoir. Mais nous restons vigilants. (...) »

Audition, conjointe avec la commission des affaires européennes, de M. Thierry Repentin, ministre délégué aux affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 27 et 28 juin (Le mouvement de protestations en Turquie) – 3 juillet

M. Pierre Lequiller [UMP] : (...) L'actualité m'amène également à dire un mot de la Turquie, où il se passe aujourd'hui des choses inacceptables : plusieurs morts, et des milliers de blessés. Le langage employé par le gouvernement turc est également inacceptable, puisqu'il affirme que les manifestants sont manipulés par des « lobbies juifs », ou que les journalistes étrangers – dont certains ont été grièvement blessés – incitent la population à la violence, voire qu'ils sont des espions de l'Union européenne ! Je comprends que l'on souhaite poursuivre les négociations avec la Turquie, mais un rappel à l'ordre est nécessaire. Or le Gouvernement français n'a pas manifesté suffisamment de fermeté à cet égard. (...)

M.le ministre: (...) Cela m'amène à la situation de la Turquie. Bien entendu, tout démocrate ne manque pas d'être interpellé par ce qui s'y passe. Certains ont regretté l'absence de réaction de la France, mais Laurent Fabius, notamment, a eu des mots très fermes, condamnant l'usage excessif de la force à l'encontre des manifestants de la place Taksim. J'ai moi-même dit à mon homologue, M. Egemen Bağış, qu'il ne pourrait y avoir entrée dans l'Union si nous avons le sentiment que son pays, au-delà des réformes économiques qu'il mène depuis quelques années, n'adhère pas aux valeurs de l'Europe, dont font partie la liberté d'expression et le respect de l'État de droit. Je précise que les

discussions n'ont pas encore été ouvertes sur ce chapitre ; elles n'ont été ouvertes que sur celui des politiques régionales.

Par ailleurs, au cours du conseil des affaires générales, qui a précédé de deux jours le Conseil européen des chefs d'État, les Vingt-sept ont décidé à l'unanimité – y compris Chypre, donc – de maintenir le dialogue avec la Turquie, afin d'éviter qu'elle ne s'enfonce dans un nationalisme exacerbé. Certains estimaient que les manifestants eux-mêmes, souvent favorables à l'Union, n'accepteraient sans doute pas de voir s'éloigner la perspective européenne. Pour eux, au moins, il convient de ne pas fermer la porte. (...) »

Audition de M. Titus Corlatean, ministre des affaires étrangères de Roumanie (situation en Turquie) (Le mouvement de protestations en Turquie) – 11 juin

« **Mme la présidente Élisabeth Guigou [SRC]** : (...) Vous nous direz (...) quel regard vous portez (...) sur les troubles qui se produisent en Turquie. (...) »

M. Titus Corlatean, ministre roumain des Affaires étrangères : (...) La Turquie est un pays important du point de vue de la Roumanie. Les deux pays entretiennent un partenariat stratégique et ont de forts liens économiques. La Roumanie souhaite donc aider la Turquie dans les négociations qu'elle mène avec l'Union européenne en vue de son adhésion, ce dans une optique générale de renforcement de la démocratie en Turquie. La Roumanie suit de près les manifestations en cours en Turquie, qui constituent en elles-mêmes un signe de vitalité démocratique. Pour sortir de la situation présente, le dialogue est cependant nécessaire et on l'on doit appeler à plus de retenue de part et d'autre. (...) »

M. Jacques Myard [UMP] : (...) Vous avez souligné l'importance de la Turquie pour votre pays et dans le système méditerranéen. C'est une évidence et je crois qu'en France, on n'en a pas suffisamment conscience.»

Extraits de l'audition, conjointe avec la commission des affaires européennes, de M. Thierry Repentin, ministre délégué aux affaires européennes, sur le Conseil européen du 22 mai (Turquie/UE) – 4 juin

« **M. Jean-Paul Dupré [SRC]** : La situation d'insurrection dans un pays qui frappe à la porte de l'Europe depuis quelques années – je veux parler de la Turquie – peut-elle avoir des conséquences économiques et politiques à court terme ? Je ne doute pas que le sujet sera évoqué lors du prochain Conseil européen. (...) »

M. le Ministre: (...) J'en viens à la Turquie. Contrairement au gouvernement précédent, nous avons rouvert les discussions pour que ce pays – qui est une grande puissance économique – n'ait pas le sentiment que la France lui tourne le dos. Nous sommes d'accord pour ouvrir les discussions sur le chapitre 22, qui concerne les politiques régionales, à condition que la Turquie donne elle-même des signes sur la confortation de l'État de droit et de la liberté d'expression politique et sur ses relations avec Chypre. »

SENAT

Rapport d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution (exportations de la viande bovine française vers la Turquie) – 17 juillet

« en Turquie, après l'ouverture du marché aux animaux vivant en provenance de France, en 2011, les exportations de jeunes bovins français vifs sont passés de 63 millions d'euros (quatrième fournisseur) à 140 millions d'euros (premier fournisseur avec 22% de parts de marché). La Turquie est ainsi devenue le deuxième client de la France après l'Italie. Au reste, cet excellent résultat n'aura été qu'éphémère puisque la Turquie a de nouveau rendu inaccessible son marché aux bovins vivants importés pour satisfaire aux revendications de ses propres éleveurs. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un excellent exemple de réussite d'une filière française à l'exportation lorsque l'ensemble de la chaîne de production se mobilise collectivement pour le succès de tous. (...)

Le démarrage des exportations françaises [de la viande bovine] vers la Turquie en 2011, pays qui était resté fermé pendant de longues années aux importations en raison de la crise de l'ESB, montre que des opportunités bien réelles existent dans cette zone et qu'il convient de ne pas laisser nos concurrents européens s'implanter, seuls, sur ces marchés. »

Extraits de l'audition suivant la présentation du rapport:

« (...) **M. Christophe Monnier.** – Malgré les obstacles, ce sont les pays tiers qui tirent la croissance de nos exportations. Une vision de long terme commanderait de travailler ces marchés en amont ! Or depuis quelques années, les exportateurs français s'engouffrent sur les opportunités offertes ponctuellement : la Turquie était devenue l'un de nos principaux clients. Or ses frontières se sont ensuite refermées... Veillons à ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier.

Mme Isabelle Bineau. – La Turquie n'est pas à proprement parler fermée : elle a relevé ses droits de douane à 100 %. (...)

M. Dominique Langlois [président de l'association nationale inter-professionnelle du bétail et des viandes (INTERBEV)]. (...) La Turquie avait instauré un embargo concernant l'importation de viande européenne après la crise de la vache folle en 1996. Mais en raison de l'augmentation de sa demande intérieure, elle a levé l'embargo en 2010. (...)

Au 1er trimestre 2011, nous avons surtout exporté des carcasses de jeunes bovins à des prix rémunérateurs ; les cours ont augmenté de 25 centimes d'euros. En août 2011, la Turquie a demandé la signature d'un certificat sanitaire autorisant l'exportation de bovins finis, prêts à abattre. Interbev s'y est opposé, considérant qu'il s'agissait d'une délocalisation de l'abattage. Nos clients turcs appréciaient la qualité de nos carcasses malgré quatre jours de transport. Cette autorisation a malheureusement été donnée entraînant une hausse des exportations de bovins et une baisse de

l'abattage de 6 % en 2012. Aujourd'hui la Turquie n'importe plus de viande en raison de la Pression des éleveurs locaux et du bas prix de la viande issue des troupeaux laitiers turcs.

M. Yves Berger, directeur d'Interbev. – Il ne s'agit pas d'une interdiction formelle d'importer, mais les Turcs n'envoient plus d'équipes de vétérinaires pour signer les certificats de départ.

M. Dominique Langlois. – Nous étions les seuls à exporter du vif car les Allemands avaient refusé de signer le certificat sanitaire au nom du bien-être des animaux. La Turquie réfléchit néanmoins à une évolution, car le Brésil a réduit ses exportations et les autres fournisseurs n'apportent pas toutes les garanties sanitaires. Grâce à de bonnes relations avec la Turquie, un nouveau déplacement est programmé. Nous sommes d'accord pour exporter de jeunes animaux à engraisser et des carcasses, ainsi que pour contribuer à l'amélioration du savoir-faire en matière d'engraissement. Nous n'autoriserions en revanche l'exportation de produits finis que de manière marginale, notamment lors des fêtes religieuses où la demande est forte. Nous ne pouvons accepter de délocaliser notre activité d'abattage, secteur en crise, l'activité ayant chuté de 8 % au 1er trimestre 2013. Les prix monteront moins vite, mais la hausse sera plus durable.»

Rapport (Tome I) : www.senat.fr/rap/r12-784-1/r12-784-11.pdf

Audition (Tome II) : www.senat.fr/rap/r12-784-2/r12-784-21.pdf

Rapport d'information : « La Turquie : une puissance et un partenaire économique à prendre en considération » – 3 juillet

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques sur le déplacement d'une délégation de cette commission en Turquie du 5 au 9 mai, par les sénateurs MM. Daniel RAOUL, Gérard CÉSAR, Mme Élisabeth LAMURE et M. Jean-Jacques MIRASSOU

Dans le cadre des entretiens préparatoires effectués à Paris, la délégation a rencontré M. Bahadır Kaleagasi, Président, M. Haluk Tükel, Président fondateur, membre du comité scientifique, et Mme Serap Atan, directrice, de l'Institut du Bosphore le 24 avril 2013.

Lors de leur déplacement en Turquie, les sénateurs ont également rencontré les membres du Conseil d'administration de la TÜSIAD le 8 mai 2013 à Istanbul.

Introduction

« (...) L'examen du présent rapport d'information faisant suite à ce déplacement intervient alors que la Turquie est confrontée à un mouvement de protestation de grande ampleur contre le Gouvernement.

Ce mouvement, initié à la fin de mois du mai par des opposants au projet de réaménagement du parc Gezi à Istanbul, a pris de l'ampleur suite à l'intervention violente de la police. Ce projet de réaménagement prévoit la suppression du parc au profit d'un centre culturel, d'un centre commercial et de la reconstitution d'une caserne militaire de l'époque ottomane et conduirait au déracinement de près de 600 arbres. La contestation s'est progressivement transformée en remise en cause de la

politique du Gouvernement dirigé par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003, et de son parti, l'AKP (Parti pour la justice et le développement), qui a confirmé sa domination sur la vie politique turque en remportant largement les élections législatives, pour la troisième fois consécutive, en juin 2011.

Le présent rapport n'évoque bien entendu pas la situation politique actuelle dans le pays, ce mouvement s'étant développé plusieurs semaines après le déplacement de la délégation de votre commission.

Les membres de la délégation soulignent que les entretiens et les visites effectués sur place n'ont à aucun moment laissé entrevoir la perspective d'une telle mobilisation. Ils relèvent avoir néanmoins ressenti un certain contraste entre la visite de l'Université technique du Moyen-Orient (METU) d'Ankara et les rencontres avec les responsables politiques et économiques. Ce contraste n'a rien d'étonnant : cette université occupe en effet une place singulière en Turquie, puisqu'elle a été historiquement le foyer de nombreux mouvements de contestation et est réputée hostile au Gouvernement actuel. En décembre 2012, une visite du Premier ministre avait ainsi été émaillée de violents incidents entre étudiants et forces de l'ordre.

Le déplacement de la délégation de votre commission répondait à deux objectifs : étudier la situation économique de la Turquie et appréhender l'état des relations économiques franco-turques. Pendant trois journées particulièrement denses, la délégation a ainsi pu rencontrer des responsables politiques et économiques turcs mais aussi des chefs d'entreprises français implantés en Turquie. Elle a également visité des sites d'entreprises françaises, en l'occurrence Renault et Alstom. Les trois étapes de ce déplacement (Ankara, Bursa et Istanbul) ont permis à la délégation de mieux appréhender les données de l'économie turque et la réalité des liens économiques franco-turcs.

Les membres de la délégation souhaitent souligner que n'entraient donc pas dans le champ de ce déplacement - et ne seront donc pas traités dans le présent rapport - plusieurs sujets qui constituent des enjeux importants dans la vie politique ou diplomatique de la Turquie, tels que les trois sujets suivants dont certains ont été évoqués lors d'entretiens effectués par la délégation :

- **le « processus de paix » entre l'État turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)** : la question kurde est depuis plusieurs décennies un problème politique majeur en Turquie. Elle a conduit à plus de 40 000 morts en près de trente ans. Alors qu'un premier processus d'« ouverture démocratique » lancé en 2009 par le Gouvernement a échoué, un nouveau processus de règlement du conflit a été enclenché au début de l'année 2013. Le leader du PKK, Abdullah Öcalan, a appelé en mars dernier, depuis sa prison, les combattants du PKK à s'investir dans le processus de paix et à quitter le territoire turc. Ce retrait a d'ailleurs démarré au cours du déplacement de la délégation ;

- **la guerre civile en Syrie** : ce conflit a des répercussions importantes sur la Turquie. Plusieurs centaines de milliers de réfugiés syriens (près de 200 000) sont en effet présents dans des camps situés à la frontière entre les deux pays ;

- **l'évolution de la société turque sous l'influence du gouvernement de l'AKP** : c'est la question de l'éventuelle « islamisation » de la Turquie. Quelques jours avant le déplacement de la délégation de

votre commission, la compagnie nationale Turkish Airlines a par exemple décidé d'interdire à ses hôtesses de porter des rouges à lèvres trop voyants, avant de revenir sur cette décision. Il s'agissait pour les milieux laïcs d'une nouvelle provocation intervenant après les propos du Premier ministre invitant la population à ne pas boire de bière pour lui préférer l'ayran (boisson lactée à base de yaourt), boisson élevée au grade de boisson nationale.

Pour ce qui concerne les objectifs de ce déplacement, il apparaît clairement, au terme de ce dernier - et des entretiens préparatoires effectués à Paris - que la Turquie est une puissance économique dynamique que la France ne peut pas ignorer.

Le présent rapport d'information soulignera tout d'abord que sa croissance démographique, ses performances économiques et son ouverture à l'international font de la Turquie une puissance économique dynamique qui devient incontournable (I). Il relèvera ensuite que les relations économiques franco-turques ont un potentiel de développement important, même si elles sont en dents de scie depuis une décennie (II). »

Le rapport d'information : www.senat.fr/rap/r12-716/r12-7161.pdf

Extraits du débat préalable à la réunion du Conseil Européen des 27 et 28 juin 2013 (Turquie - UE) – 19 juin

« **M. Simon Sutour [(SOC)], président de la commission des affaires européennes.** (...) Il s'agit d'un pays engagé dans des négociations d'adhésion, ce qui doit nous conduire à nous montrer exigeants. On ne peut accepter d'un pays candidat que la répression de manifestations y prenne des formes excessives, pas plus qu'on ne peut accepter qu'il occupe une partie du territoire d'un État membre de l'Union européenne. (...) La France a adopté depuis un an une attitude plus constructive dans les négociations d'adhésion avec la Turquie, et je m'en félicite. Cependant, cela ne signifie en aucun cas que l'on peut transiger sur les valeurs fondamentales de l'Union européenne. (...)

M. Thierry Repentin, ministre délégué [auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes]. Je n'insisterai pas sur le problème de la Turquie, sur lequel j'ai eu l'occasion de m'exprimer dans cet hémicycle il y a quelques jours. (...) Vous le savez, notre position, c'est l'ouverture [des négociations avec la Turquie], tout en exigeant le respect des règles de droit qui fondent la construction de l'Union européenne. J'ai reçu il y a quelques jours mon homologue turc et lui ai rappelé cette exigence, soulignant que le droit de manifester doit être respecté en Turquie, comme dans toutes les grandes démocraties.

(...)

M. Michel Billout [(CRC)]. (...) Vous le savez, la Turquie est secouée depuis plus de quinze jours par des manifestations antigouvernementales. Une partie importante de la population estime en effet que le Premier ministre turc fait preuve de dérive autoritaire, qu'il souhaite islamiser la société et qu'il s'introduit dans la vie privée des citoyens de cette république, laïque depuis 1937.

Le mouvement de protestation s'est heurté à l'intransigeance du gouvernement turc et à une répression policière d'une très grande violence.

Aujourd'hui, le bilan est très lourd. Selon l'Union des médecins de Turquie la répression des manifestations a fait quatre morts et plus de 7 700 blessés, et ce à travers tout le pays. Parmi les blessés, on dénombre notamment dix personnes ayant perdu la vue. L'Union des médecins de Turquie souligne notamment la dangerosité des gaz utilisés contre les manifestants. Ces gaz auraient d'ailleurs causé la mort de nombreux animaux.

Plusieurs centaines de manifestants ont été arrêtés lors de ces manifestations. Au moins une Française se trouve parmi eux. Depuis dimanche dernier, la police a procédé à des arrestations de militants politiques à leur domicile, au siège d'un journal et d'une agence de presse. Tous attendent désormais leur jugement – comme vous le savez, cela peut durer longtemps en Turquie. Aujourd'hui, 94 d'entre eux sont passés devant le procureur. Beaucoup risquent des peines de prison, quatre sont déjà écroués.

Cette répression porte gravement atteinte aux principes fondamentaux des droits de l'homme et de la démocratie. Le Parlement européen, le Conseil de l'Europe ont protesté. Même la chancellerie allemande s'est émue. En revanche, monsieur le ministre, je vous avoue avoir trouvé le gouvernement français plutôt discret en la matière.

Le 6 juin dernier, cependant, en réponse à une question posée ici-même par notre collègue Esther Benbassa, vous avez tenu des propos fermes à l'égard du gouvernement turc. Vous avez également indiqué rencontrer la semaine suivante votre homologue turc.

Ne pensez-vous pas qu'un geste fort du gouvernement français pourrait consister à retirer le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Turquie ?

En effet, comment peut-on soutenir une coopération policière sans prendre le risque de complicité avec un gouvernement qui ne respecte ni la démocratie ni les droits de l'homme ?
(...)

M. Thierry Repentin, ministre délégué. Monsieur le sénateur, je vous confirme que Laurent Fabius et moi-même avons condamné à différentes occasions l'usage excessif de la force destinée à réprimer les manifestations sur la place Taksim.

Pour ma part, je l'ai fait de vive voix, de visu si je puis dire : j'ai reçu la semaine dernière M. Egemen Bağış et lui ai rappelé que l'adhésion à une grande démocratie qu'est l'Union européenne supposait des gages sur le respect des règles de droit et sur la citoyenneté européenne. Cela doit se traduire en actes, notamment en garantissant totalement la liberté de manifestation.

Nous avons confirmé à la Turquie que nous ne fermions néanmoins pas la porte de la discussion ouverte au mois de février dernier par le Président de la République sur un rapprochement à terme de la Turquie et de l'Union européenne.

En effet, il faut mesurer les répercussions qu'aurait une telle décision à l'aune de la situation interne du pays. Je suis convaincu que celles et ceux qui ont manifesté sur la place Taksim mettent tous leurs espoirs dans l'Europe ; c'est la raison pour laquelle nous ne devons pas, en adoptant une position trop dure, donner l'impression que nous leur tournons le dos. Cela pourrait nourrir un sentiment nationaliste et hostile à l'Europe.

Nous poursuivons donc les discussions sur l'ouverture potentielle du chapitre 22 sur la politique régionale et la coordination des instruments structurels. Pour autant, nous avons aussi clairement affirmé que cela devait se traduire, de la part des autorités turques, par un engagement dans la voie des réformes et de l'alignement sur l'acquis communautaire, par une coopération avec nous et l'Union européenne sur les questions migratoires et par une autre attitude à l'égard de la communauté chypriote et de l'État de Chypre. (...) Nous avons tenu les mêmes propos au président chypriote que nous avons reçu la semaine dernière. Nous tentons en quelque sorte de renouer le lien entre ces deux États. En effet, in fine, aucune avancée ne sera possible sans qu'une solution soit trouvée entre eux. »

Le débat intégral : www.senat.fr/seances/s201306/s20130619/s20130619.pdf

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Question écrite du sénateur M. Luc Carvounas (SOC) au sujet du mouvement de contestation en Turquie – 13 juin & Réponse du Ministère des affaires étrangères – 18 juillet

Q: « M. Luc Carvounas attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères au sujet du mouvement actuel de contestation en Turquie.

Né à Istanbul d'un rejet de la politique d'urbanisme, le mouvement de contestation en Turquie prend actuellement de l'ampleur et s'étend désormais sur plusieurs villes dont Ankara et Izmir. Ce mouvement, bien que pacifique, a donné lieu à de violents affrontements avec les forces de police anti-émeutes turques et, malheureusement, à un mort par balle.

Le président de la République de Turquie, dans un souci d'apaisement a pris le contrepied du Premier ministre en indiquant que le message de contestation avait bien été entendu.

Le mouvement qui secoue la Turquie peut être un cri d'alarme à destination de l'Occident. En effet, les manifestants souhaitent attirer l'attention sur une radicalisation de la société turque. Cette radicalisation se fait ressentir de plus en plus dans le pays, comme le montrent les récentes lois sur la consommation d'alcool ou encore l'appel à "adopter un comportement conforme aux valeurs morales" prescrit par la ville d'Ankara.

Il lui demande donc des précisions sur ce mouvement contestataire, ses effets internationaux ainsi que ses conséquences diplomatiques pour notre pays. »

R: « Le mouvement de protestation qui agite la Turquie depuis le 31 mai 2013 rassemble une partie de la jeunesse urbaine ainsi que des personnes issues des classes moyennes, avec le soutien du principal parti d'opposition et des syndicats. Sa poursuite semble refléter le malaise diffus d'une partie de la population à l'égard de la répression initialement menée par les forces de l'ordre, ainsi que le sentiment d'un manque d'écoute et de dialogue. Certains protestataires expriment une sensibilité environnementale, dans le contexte du projet d'urbanisme qui a provoqué le mouvement à Istanbul, mais la contestation semble plus globale. Face aux violences policières des premiers jours, les instances européennes, la France et ses principaux partenaires au sein de l'Union européenne ont appelé à l'apaisement, à la retenue et au dialogue. La France attend également de ce grand pays partenaire un plein respect du droit à manifester. La France a relevé les premiers contacts qui ont été noués, ces derniers jours, entre les autorités turques et les représentants des manifestants. Elle espère que, dans le contexte de ce mouvement de contestation, une approche fondée sur le dialogue et l'apaisement prévaudra rapidement. »

Question du député M. Pierre Lequiller (UMP) sur l'adhésion de la Turquie à l'Europe & Réponse de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes – 26 juin

Q : « Monsieur le ministre chargé des affaires européennes, l'Europe ne peut avancer sans une vision claire de ses frontières et le Président de la République, son gouvernement et sa majorité en manquent cruellement concernant la Turquie.

L'UMP, sous l'égide de Jean-François Copé, vient de réunir sa convention sur l'Europe. Nous y avons réitéré notre position : pour nous, comme pour la CDU, qu'avec Christian Jacob le groupe UMP a reçue il y a quinze jours, la Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union. Elle doit se voir proposer un partenariat privilégié. Nous voulons une Europe politique et pour nous, l'intégration de la Turquie, pays de 80 millions d'habitants, annihilerait cette ambition.

Nicolas Sarkozy, en toute logique, s'était opposé, au nom de la France, aux cinq chapitres ouvrant la perspective d'entrée de la Turquie dans l'Union.

Outre cette position de principe pour le bien de l'Europe, l'évolution des positions inacceptables du gouvernement turc nous donne raison : Chypre, mise en prison de plus de soixante-dix journalistes, atteintes aux droits de la femme, port du voile à l'université, recul de la laïcité, progrès de l'islamisme radical... Sans compter la répression brutale menée ces dernières semaines par Erdogan, avec des morts et de très nombreux blessés, notamment des agressions policières contre des journalistes dénoncées par Reporters sans frontières.

Or c'est ce moment qu'a choisi François Hollande pour donner son feu vert à l'ouverture d'un des cinq chapitres que j'ai cités.

Comme le programme des socialistes, très divisés sur l'Europe, ne dit rien sur les frontières de l'Europe et la Turquie, nous avons besoin de réponses précises. La France a-t-elle changé de position ? Est-elle favorable à l'entrée de la Turquie ? Et pourquoi avoir fait cela au moment des exactions intolérables du gouvernement turc contre son peuple ? »

R : « Monsieur le député, c'est en février que la France a accepté la réouverture des négociations avec la Turquie dans la perspective d'une adhésion à terme de ce grand pays à l'Union européenne.

C'est une perspective qui prendra plusieurs années. Cela a été l'objet d'une discussion hier avec l'ensemble des vingt-sept pays de l'Union européenne, qui ont décidé à l'unanimité de ne pas refermer les discussions avec la Turquie, et de les approfondir sur un des chapitres : le chapitre XXII concernant les politiques régionales. En même temps, il a été demandé à la Turquie de réitérer son attachement aux valeurs démocratiques de l'Union.

Monsieur le député, même les pays proches de la Turquie, et en particulier Chypre, ont la même position : ne pas fermer la discussion avec la Turquie, maintenir le dialogue.

Les Chypriotes, et plus encore les habitants de la Turquie qui ont manifesté, souhaitent que l'Union laisse la porte ouverte à la discussion, au risque sinon de renfermer la Turquie dans ses propres frontières, de favoriser le nationalisme. Ce n'est dans l'intérêt de personne. Le chemin de la Turquie vers l'Europe est encore long, mais nous ne devons pas le fermer aujourd'hui. »

Question du député Sergio Coronado (ECOLO) sur la situation en Turquie & Réponse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères – 19 juin

Q : « Monsieur le ministre des affaires étrangères, les manifestations pacifiques qui ont débuté fin mai à Istanbul pour protéger la place Taksim et sauver le parc Gezi ont été brutalement réprimées par le Gouvernement. Des arrestations massives – plus de six cents personnes ont été arrêtées dans la seule journée du dimanche 16 juin à Istanbul et à Ankara –, plus de sept mille cinq cents blessés et quatre tués à ce jour : tel est le bilan de la répression contre un mouvement non violent.

La police turque a procédé, hier encore, à des dizaines d'arrestations de responsables politiques ayant pris part aux manifestations antigouvernementales, selon le barreau d'Istanbul. Le Gouvernement a même annoncé la possibilité d'un recours à l'armée pour réprimer et le Premier ministre n'a cessé d'utiliser une rhétorique de guerre civile.

Jeudi dernier, le Parlement européen a adopté une résolution dans laquelle il a fait part de sa vive préoccupation devant les preuves de brutalités policières et de sa condamnation de l'usage excessif de la force contre les manifestants. Une démocratie, ce ne sont pas uniquement des élections gagnées : les libertés d'expression et de manifestation sont aussi des conditions nécessaires. (...)

La répression semble avoir eu pour résultat le retour à un calme fragile. Pour autant, nous ne pouvons pas rester sans rien dire devant le déchaînement de violence policière qui a agité la Turquie ces dernières semaines. La Turquie est un pays ami, en effet, qui a vocation, pour les écologistes, dont je suis aujourd'hui le porte-parole, à intégrer l'Union européenne.

Ma question est donc double, monsieur le ministre. En octobre 2011, un accord de coopération sur la sécurité intérieure a été signé par l'ancien gouvernement et la Turquie, accord non ratifié à ce jour. Selon ce texte, la France accepte de coopérer en matière de lutte contre le terrorisme. La qualification hasardeuse et arbitraire de « terroriste » par les autorités turques, qui inclut journalistes, avocats et responsables politiques, doit nous conduire à regarder à deux fois cet accord de coopération. Quelle est la position du Gouvernement au sujet de ce texte ?

Enfin, quelles sont les initiatives que la France compte prendre pour appeler les autorités turques au dialogue avec des manifestants pacifiques que le pouvoir ne cesse de qualifier de çapulcu, c'est-à-dire de « maraudeurs ». »

R : « Il est vrai que, depuis plusieurs semaines déjà, il y a en Turquie, pays qui n'est pas éloigné de nous, un mouvement de protestation extrêmement massif.

À ce mouvement de protestation, le gouvernement turc a choisi d'apporter une réponse double : d'une part, l'évacuation par la police des manifestants, avec un bilan lourd, et, d'autre part, la mobilisation de soutiens populaires : ce week-end, ont ainsi été organisées des manifestations qui ont réuni plusieurs dizaines de milliers de partisans du gouvernement à Istanbul et à Ankara.

Vous posez deux questions.

La première concerne le texte de la convention franco-turque signée en octobre 2011 par l'ancien gouvernement. Ce texte, comme vous le savez sans doute, est soumis à l'examen de la commission des affaires étrangères, qui ne l'a pas inscrit à son ordre du jour. N'ayez cependant pas d'inquiétude car, sans entrer dans les détails, le contenu de ce texte, à supposer même qu'il soit adopté, donne la garantie qu'il ne pourra pas être utilisé contre les manifestants dans des conditions contestables.

Pour répondre à votre seconde question, je me suis exprimé en ce qui concerne la Turquie et j'ai redit à mon homologue turc que notre souhait est que la voie du dialogue soit très rapidement retrouvée (...) et que le gouvernement turc fasse preuve d'une grande retenue. »

Question de la sénatrice Mme Esther Benbassa (ECOLO) sur le mouvement de protestation des en Turquie & Réponse de M. Thierry Repentin, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes – 6 juin

Q: « Monsieur le ministre, depuis quelques années, le gouvernement islamo-conservateur au pouvoir en Turquie s'oriente vers l'instauration d'un régime autoritaire. Au nom d'un islam rigoriste, dont il se revendique dans un pays à la solide tradition laïque, il impose chaque jour de nouvelles restrictions aux libertés individuelles. Des intellectuels et des journalistes sont emprisonnés pour délit d'opinion. On constate en outre des discriminations contre les LGBT – les lesbiennes, gays, bisexuels et trans – et les minorités, ainsi qu'une érosion des droits des femmes. Enfin, la censure est devenue une pratique courante.

Le combat des Stambouliotes pour la sauvegarde de leur ville, commencé il y a sept jours, s'est vite transformé en révolte contre le régime liberticide de Tayyip Erdogan. Les violences policières ont fait plusieurs morts et de très nombreux blessés. Malgré les excuses présentées à la nation par le vice-Premier ministre turc, la tension ne faiblit pas, et le mouvement s'amplifie.

Le groupe écologiste du Sénat vous demande, monsieur le ministre, d'intervenir, comme l'ont fait Angela Merkel et John Kerry, auprès du gouvernement turc pour faire cesser les violences policières et l'inciter à respecter les valeurs et les principes chers à l'Union européenne, en particulier les libertés de manifestation et de réunion, d'expression et d'opinion.

Pour que la Turquie achève ses réformes et se démocratise pleinement, il aurait fallu ne pas lui fermer les portes de l'Union européenne. Déçue par ce refus, elle s'est spontanément tournée vers l'Est musulman, lieu mythique de ses origines, cédant à une tentation qui hante l'histoire du pays, qui connut le panislamisme, au XIXe siècle, et, plus tard, l'ottomanisme des Jeunes-Turcs. Actuellement, un tiers des Turcs seulement souhaitent l'entrée de leur pays dans l'Union européenne.

Nous, Européens, avons laissé le régime d'Erdogan s'installer durablement dans le pays, s'ingénier à y détruire les traces du kémalisme laïc, dont la place Taksim est l'un des symboles, et à y rogner des libertés et des droits fondamentaux dont il n'a que faire. Les démocrates turcs résistent. L'Europe a le devoir d'amener au plus vite la Turquie, une fois devenue démocratique, à rejoindre l'Union européenne. Monsieur le ministre, quelle est aujourd'hui la position de la France sur ce sujet ? »

R: « Madame la sénatrice, vous avez évoqué le mouvement de protestation des Stambouliotes contre la politique conservatrice du gouvernement turc.

Face au recours excessif aux forces de l'ordre contre les jeunes manifestants, la France a appelé et appelle le gouvernement turc à la retenue. La répression policière a fait deux morts et 2 000 blessés, et il y a eu 1 700 arrestations. C'est trop ! Aucune démocratie ne peut se construire sur la répression. (...)

Le droit de manifester, le droit de s'opposer doivent être respectés. Aucune démocratie ne peut les fouler aux pieds.

La Turquie, qui est un partenaire important, souhaite s'arrimer à l'Europe. La France et l'Union européenne travaillent au développement d'une relation stable et de confiance avec elle. Notre pays veut accompagner la Turquie vers la démocratie.

Dans cet esprit, en mai 2012, nous avons choisi de tourner le dos à la politique du précédent gouvernement. En février dernier, nous avons indiqué que nous étions favorables à une réouverture des négociations sur le chapitre 22 de la politique régionale, préalable à toute discussion sur une entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Nous avons donc fait un geste à l'égard de la Turquie, il lui revient maintenant d'y répondre. Les autorités turques doivent réaliser des avancées en matière de respect de la démocratie et des droits de l'homme, engager des réformes en vue de s'aligner sur l'acquis communautaire, rouvrir le dossier chypriote, à nos yeux essentiel, et coopérer sur les questions migratoires. (...)

C'est dans cet esprit à la fois d'ouverture et d'exigence que je rencontrerai la semaine prochaine mon homologue turc. »

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Entretien entre M. Thierry Repentin et son homologue turc, M. Egemen Bağış - Paris, 12 juin

« Le ministre délégué chargé des affaires européennes, M. Thierry Repentin, s'est entretenu ce matin avec M. Egemen Bağış, ministre des affaires européennes de Turquie.

M. Repentin et son homologue turc ont évoqué le processus de négociations entre l'Union européenne et la Turquie et la perspective d'ouverture prochaine du chapitre 22 relatif à la politique régionale, après le déblocage de ce chapitre par la France, décision appréciée par la Turquie.

Le ministre délégué a évoqué les attentes de la France et de l'Union européenne sur la poursuite des réformes en Turquie, notamment dans le domaine du contrôle de l'immigration illégale, et sur la question de Chypre.

La situation intérieure en Turquie a également été abordée au cours de cet entretien. Le ministre délégué a réitéré l'appel de la France au dialogue, à la retenue et à l'apaisement.

Les deux ministres ont par ailleurs discuté de l'évolution des relations bilatérales franco-turques, qui se sont notablement améliorées au cours de l'année passée, et dont la France souhaite qu'elles soient conformes à l'importance stratégique des relations entre nos deux pays.

Enfin, M. Bağış a, à cette occasion, invité M. Repentin à effectuer prochainement une visite en Turquie. »

Extraits des entretiens du ministre des affaires étrangères, M. Laurent Fabius sur le mouvement de protestations en Turquie et le processus d'adhésion à l'Union Européenne

I TÉLÉ - 2 juillet

« Q - Vis-à-vis de la Turquie, des négociations vont reprendre à la rentrée sur l'adhésion à l'Union européenne. Quelle va être la position de la France ?

R - La position de la France est de dire : "Nous ouvrons un chapitre." Techniquement, c'est le chapitre 22. Nous avons de bonnes relations avec la Turquie. Mais avant que l'on puisse envisager ou non la question de l'adhésion de la Turquie, il va s'écouler des années.

Q - Pourquoi pas des siècles ? Pourquoi vous ne dites pas non tout simplement ?

R - J'essaie d'être réaliste. Pourquoi des années ? Parce qu'économiquement, évidemment, il y a des différences considérables. On pense à la Turquie du côté d'Istanbul mais il y a aussi une Turquie beaucoup plus éloignée.

Q - Oui, ce sont toujours les mêmes arguments pour dire, pour expliquer qu'au fond, on ne veut pas.

R - Nous ne pouvons pas aujourd'hui prendre une décision. Il y a aussi des arguments tirés d'une certaine pratique démocratique. Vous avez vu ce qui s'est passé récemment qui a quand même été un refus de dialogue. Et puis il y a des formules qui sont utilisées à l'égard desquelles on ne peut être d'accord. Vous en avez vu quelques-unes. Lorsqu'on dit par exemple que ce qui s'est passé en Turquie, c'est à cause de je ne sais quelle minorité juive. Nous avons de bonnes relations avec la Turquie. Moi-même, j'ai de très bonnes relations avec mon homologue, M. Davutoğlu. Nous essayons de dépasser un certain nombre de conflits passés, je crois que nous y réussissons. Nous avons notamment proposé, nous Français - ce qui n'était pas le cas avant -, d'ouvrir ce fameux chapitre 22 et, en même temps, il y a des questions à régler et il ne faut pas faire comme si ces questions étaient déjà réglées. »

BFM TV, RMC - 26 juin

« Q - La Turquie, l'Union européenne rouvrira en octobre, et seulement en octobre, les négociations sur l'adhésion future, éventuelle, de la Turquie à l'Union. Pourquoi en octobre ? Parce qu'il y a eu les événements que l'on sait, l'Allemagne a demandé un délai, de 4 mois. Est-ce que vous êtes favorable à une adhésion de la Turquie à l'Union européenne ?

R - La description que vous faites est tout à fait juste, il y avait la proposition de l'ouverture d'un chapitre, qui est le chapitre 22 pour être précis. Et puis, l'Allemagne a indiqué qu'elle ne souhaitait pas le faire maintenant. Donc ce sera fait en octobre ou un petit peu plus tard. Cela ne préjuge pas de l'adhésion ou non-adhésion ultérieurement. Mais le fait que l'on ouvre un chapitre sur les trente qui sont à discuter, je pense que c'est légitime.

Q - Vous êtes favorable à l'adhésion ?

R - Je pense qu'elle n'est pas pour tout de suite, parce que cela poserait de gros problèmes...

Q - Aujourd'hui, impossible ?

R - Ah non, aujourd'hui, ni du côté turc, ni du côté européen.

Q - Oui, et compte tenu du pouvoir exercé par M. Erdogan, impossible ?

R - Ça, c'est autre chose, de toutes les manières, c'est un horizon très vaste.

Q - Oui, c'est-à-dire, pas avant dix, douze ans ?

R - Oui, c'est de cet ordre de grandeur. Sur ce qui s'est passé en Turquie, ce qui me frappe, si vous voulez, c'est que cela a commencé avec un petit incident, une histoire d'urbanisme, et puis cela a pris des proportions considérables, un peu de la même manière qu'au Brésil d'ailleurs, dans d'autres conditions.

Q - Exactement, ou qu'en Tunisie...

R - C'est autre chose, parce que la Tunisie était en difficulté économique, tandis que la Turquie est un pays, au contraire, qui progresse. Ce qui veut dire qu'il n'y a pas simplement la réalité économique, il y a aussi la distribution des richesses et la manière d'exercer le pouvoir. Beaucoup de gens ont reproché un certain autoritarisme à M. Erdogan. Ce que nous avons fait, c'est de dire que nous n'allons pas nous ingérer dans ce qui se passe en Turquie, mais nous demandons qu'on revienne au dialogue. Car, que ce soit en Turquie ou ailleurs, les problèmes ne peuvent pas se régler autrement que par le dialogue et la démocratie. »

France 24 - 5 juin

Q - La révolte ne faiblit pas [en Turquie], six jours de manifestations et deux morts. Face à l'intransigeance du Premier ministre, les manifestants accusent Erdogan de "dérive autoritaire" et de vouloir islamiser la Turquie laïque. Y a-t-il d'après vous un risque de "Printemps turc" ?

R - Ce sont des choses différentes et évidemment on est frappés tous par le fait qu'à partir d'un problème qui était localisé, qui était un problème d'urbanisme, d'aménagement urbain, c'est devenu une grande révolte, une grande contestation, et nous Français avons appelé à la retenue bien sûr. Maintenant, faire la comparaison avec le "Printemps arabe" je crois que c'est un peu rapide.

Q - Non mais dans la déstabilisation du pouvoir.

R - Le "Printemps arabe" a un certain sens, le "Printemps arabe" est né d'une volonté de lutte contre la corruption, pour la dignité. Là c'est autre chose, c'est une réaction contre un certain mode de pouvoir autoritaire, mais ce pouvoir est quand même issu d'élections. Et d'autre part la Turquie est un pays qui se développe économiquement, ce n'est pas du tout la situation de l'Égypte.

Q - C'est une démocratie ?

R - C'est un système. Ce qui est vrai c'est qu'on a tous été frappés et surpris par l'extension de ce qu'était au départ une protestation et qui est devenu une contestation. Et puis il y a aussi probablement des aspects internes, vous avez vu que le président Gül a pris des positions un petit peu différentes.

Q - Mais est-ce qu'il n'y a pas une forme de responsabilité aussi de l'Union européenne...

R - Pourquoi ?

Q - ...qui n'a peut-être pas suffisamment ouvert ses portes à la Turquie pour une intégration, qui du coup se replie, en tout cas le régime, qui se replie sur lui-même ? C'était le risque.

R - Non, je ne crois pas. Récemment encore, alors que les chapitres de la négociation étaient fermés, nous avons rouvert un chapitre, le chapitre 22 sur les discussions régionales. C'est notre souhait évidemment qu'il y ait de l'apaisement et de la retenue mais c'est une affaire très complexe.

Itélé, Europe1 - 2 juin

Q - L'aménagement d'un parc provoque une forte manifestation contre le pouvoir en Turquie. Alors est-ce que c'est la révolution du jardin qui commence en Turquie ?

R - Je pense qu'on ne peut pas comparer les situations, mais ce qui se passe en Turquie est effectivement très préoccupant. Au départ, c'est un conflit d'urbanisme, le pouvoir de M. Erdogan voulait raser 600 arbres et construire à la place une caserne. Et puis la réaction de la population a été forte, il y a eu des affrontements extrêmement violents et beaucoup de blessés. La position de la France est de demander qu'on fasse preuve de retenue et qu'on aille vers l'apaisement; c'est d'ailleurs aussi la position qu'a prise le président turc, M. Gül. Mais je ne pense pas pour autant qu'on puisse comparer cela trop rapidement avec d'autres situations.

Q - Mais c'est un premier choc pour le gouvernement turc...

R - Un très gros choc. Mais en même temps, il ne s'agit pas de parler de printemps turc comme si cela faisait partie des Printemps arabes. Je voulais tout de même rappeler une évidence: on a affaire à un gouvernement qui a été démocratiquement élu, ce qui n'a absolument rien à voir avec ce qu'on a connu en Tunisie ou ce qu'on a connu en Égypte. Il reste que ce qui se passe est très préoccupant et que, je répète, la France demande que l'on fasse preuve de retenue.

Q - Qu'est-ce que cela veut dire preuve de retenue, ne pas abattre les arbres ?

R - Cela veut dire qu'il y a eu des violences, les autorités elles-mêmes - en tout cas le président Gül et même le vice-premier ministre - ont reconnu qu'il y avait eu des excès dans les réactions de la police. Il faut faire très attention et j'espère que tout cela va s'apaiser. Il revient au gouvernement turc d'analyser les causes et de prendre les mesures pour qu'il y ait de la détente.

Q - Vous dites retenue, vous appelez aussi la population à plus de calme ?

R - Non, je parle bien évidemment du gouvernement.

France 2 - 12 juin

Q - On va commencer par la Turquie. Pas de jour sans nouvelle manifestation. Est-ce qu'on peut parler d'un "printemps turc" ?

R - Non. On peut parler d'un affrontement regrettable dont nous sommes préoccupés. Nous appelons à l'apaisement et à la retenue. Le terme "Printemps turc" ferait allusion au printemps arabe et ce n'est pas le même phénomène. Tout d'abord, la Turquie est en développement économique, alors que les pays arabes, au moment du printemps arabe, n'étaient pas en développement économique. De plus, le gouvernement de M. Erdogan a été élu par des élections normales, ce qui n'était pas le cas de M. Moubarak ou de M. Ben Ali. Ce qui est vrai, cependant, c'est qu'il y a un apaisement démocratique à trouver et j'espère qu'il sera trouvé rapidement.

Q - Mais pour l'instant le pouvoir joue au contraire la carte de la fermeté.

R - Oui bien sûr, et peut-être même du pourrissement.

Q - Et là vous pensez qu'il y a un danger réel ?

R - Je pense que, dans une démocratie, il faut le dialogue. C'est d'ailleurs ce qu'a demandé, il y a quelques jours, le président turc, M. Gül, et j'espère qu'on ira vers cela.

Q - Avez-vous le sentiment que la Turquie est en train de s'éloigner de l'Europe ?

R - Non, je ne crois pas. Mais il est vrai qu'il y a un certain nombre de pratiques qui ne sont pas celles que l'on souhaite voir se développer en Europe. Maintenant, il y a des discussions, vous le savez, entre la Turquie et l'Europe ; un chapitre de négociations a été débloqué. Il y en a d'autres qui ne sont pas encore ouverts, mais je dirais que c'est un processus un peu différent.

Q - Que dites-vous aux dirigeants turcs ? Qu'il faut discuter ?

R - J'ai eu hier mon collègue, M. Davutoglu, longuement au téléphone pour parler de la Syrie et puis aussi de la Turquie. Il m'a expliqué quelle était sa vision de la situation et je lui ai dit quelle était la position officielle de la France : nous souhaitons la retenue et l'apaisement et la solution passe par le dialogue, là-bas comme partout. »

Point de presse – 11 juin

Q - Avez-vous une réaction aux derniers développements en Turquie ? M. Recep Tayyip Erdogan devait recevoir les protestataires demain et puis, en fait, il a fait intervenir la police cette nuit place Taksim ? Comment analysez-vous ce qui se passe en Turquie depuis quelques heures ?

R - Je dois avoir au téléphone, à sa demande, notre collègue Ahmet Davutoglu dans la journée. J'imagine qu'il me parlera de cela ou peut-être des événements concernant la Syrie. En ce qui concerne la France, nous avons pris, dès le début, une position consistant à appeler à la retenue et à l'apaisement. C'est une position constante. Évidemment, nous observons le déroulement de ces incidents. Personne ne peut souhaiter une telle tension dans un pays, avec des affrontements. Donc, nous continuons d'appeler à la retenue et à l'apaisement./.

**Extraits de l'entretien du ministre délégué chargé des affaires européennes, M. Thierry Repentin
(rencontre avec son homologue turc) – RFI, 13 juin**

Q - Vous avez rencontré avant-hier votre homologue turc. Que lui avez-vous dit à propos des événements qui se déroulent dans son pays ?

R - Évidemment, je lui ai rappelé qu'une grande démocratie doit aussi écouter les femmes et les hommes qui descendent dans la rue, et que l'usage immodéré de la force publique n'est pas la réponse adaptée. Au moment où la Turquie demande son adhésion à terme à l'Union européenne, c'est aussi sur ce genre de gestion que nous pouvons mesurer les efforts encore à faire pour rejoindre l'Europe.

Q - Elle s'éloigne de l'Europe en ce moment la Turquie ?

R - Elle souhaite en tous cas y venir, mais nous lui avons dit : "Démocratie" et puis regardez aussi ce qui se passe du côté de Chypre./.

**Extraits du point de presse du porte-parole du ministère sur le mouvement de protestations en
Turquie – 21 juin, 17 juin**

21 juin

« Q - Ce qui se passe en Turquie pourrait-il finir par avoir un impact sur son travail sur la Syrie avec la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, etc. ?

R - Les contacts sont permanents entre autorités françaises et turques. La Turquie est toujours restée aussi impliquée dans les discussions sur la crise syrienne et a d'ailleurs des positions très constantes. Par son poids politique, par le simple fait que c'est un des pays limitrophes, elle est un partenaire incontournable, membre du format «London 11». S'agissant des manifestations auxquelles vous faites allusion, nous avons fait un certain nombre de déclarations sur ce sujet au moment où elles se déroulaient, appelant à la retenue et au dialogue. Je vous y renvoie. »

17 juin

« Q - Quelle est votre réaction à la gestion du gouvernement turc des manifestations en Turquie et l'intervention des forces de l'ordre pour évacuer le Parc Gezi pendant le week-end ?

R - Nous suivons de très près les manifestations en Turquie. Nous continuons à appeler à la retenue, à l'apaisement et au dialogue. Il revient aux autorités turques de prendre toutes les mesures pour garantir les libertés publiques, dont le droit de manifester pacifiquement, et le retour au calme. »

AMBASSADE DE FRANCE EN TURQUIE

Interview accordée en turc par l'Ambassadeur de France, Son Excellence Monsieur Laurent Bili, à la revue Issue - Juin

"We Are Deeply Impressed by the Colors of Ankara"

France's Ambassador to Turkey Laurent Bili and his elegant wife Sabine Bili, who feel so close to Anatolian people that they have given their children Turkish names, hosted Issue at their residence. Ambassador Bili gave us a fascinating interview on his professional and personal life, and expressed his family's happiness in the capital, adding : "We are deeply impressed by the colors of Ankara."

Bili served as first secretary in Ankara between 1995 and 1998 and returned to the city in 2011 as Ambassador after a gap of 13 years. We had a conversation with Ambassador Bili, who speaks remarkable Turkish, on issues ranging from Turkish-French relations to his days in Turkey, his family life, and his tight bonds with Anatolian people.

Pour la suite de l'interview: <http://www.ambafrance-tr.org/Interview-accordee-par-l>

CONSULAT GENERAL DE FRANCE A ISTANBUL

Message de départ du Consul général Hervé Magro – 27 août

"Chers compatriotes, chers amis,

Après quatre années intenses et passionnantes, ma mission à Istanbul s'achève aujourd'hui. J'ai beaucoup appris à votre contact et à celui de ce pays, que nous quitterons, avec mon épouse, avec beaucoup de bons souvenirs.

J'ai bien entendu également une pensée pour l'équipe de ce Consulat général, qui dans des conditions parfois très compliquées, a toujours donné le meilleur d'elle même.

Je vous remercie pour votre soutien constant. Je souhaite particulièrement relever le travail des représentants de nos associations, le dynamisme de nos entreprises et la qualité de notre réseau linguistique et culturel, autant de piliers de notre présence dans ce pays.

Nous vous souhaitons, avec mon épouse, une excellente poursuite de votre séjour dans cette circonscription, et une très bonne rentrée.

Bien cordialement,

Hervé Magro"

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org